

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2005 — 596

[S — C — 2005/07049]

**15 FEVRIER 2005.** — Loi modifiant les lois des 1<sup>er</sup> mars 1958 relative aux statuts des officiers de carrière des forces armées, 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées et 12 juillet 1973 relative au statut des volontaires du cadre actif des forces armées (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** L'article 18 de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1958 relative aux statuts des officiers de carrière des forces armées, remplacé par la loi du 28 décembre 1990 et modifié par la loi du 22 mars 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 18. § 1<sup>er</sup>. Lorsque le Ministre de la Défense estime que la présence d'un officier dans les forces armées porte atteinte à la discipline ou au bon renom des forces armées, il peut, d'office ou sur la proposition des chefs hiérarchiques de l'officier, suspendre ce dernier par mesure d'ordre.

La suspension par mesure d'ordre constitue une mesure provisoire qui ne présente aucun caractère disciplinaire.

§ 2. L'officier concerné est entendu au préalable au sujet des faits qui lui sont reprochés et peut être assisté de la personne de son choix.

Il est convoqué par notification contre accusé de réception ou par envoi recommandé à la poste, et est réputé avoir été entendu, même s'il n'en accuse pas réception, dès lors que ladite convocation a été présentée à deux reprises.

Toutefois, lorsque les circonstances matérielles rendent impossible d'entendre l'officier préalablement à sa suspension par mesure d'ordre ou lorsqu'une situation d'urgence le justifie, le Ministre de la Défense peut suspendre sur décision motivée un officier sans l'avoir entendu. Ce dernier est entendu sans délai après le prononcé de cette suspension. Lorsque l'urgence est invoquée, cette suspension cesse de produire ses effets après quinze jours ouvrables, à moins qu'elle ne soit confirmée endéans ce délai par le Ministre de la Défense sur la base du dossier, en ce compris l'audition de l'officier concerné.

§ 3. La durée de la suspension par mesure d'ordre ne peut dépasser les trois mois.

En cas de besoin, moyennant le respect des dispositions du § 2, et sur rapport motivé du Ministre de la Défense, la suspension peut être prolongée par périodes de trois mois, par le Roi. La durée totale de la suspension ne peut dépasser les deux ans.

Toutefois, lorsqu'une action judiciaire est intentée en raison des faits qui motivent la suspension, celle-ci doit prendre fin au plus tard six mois après la fin de l'action judiciaire.

§ 4. Lorsqu'un officier suspendu par mesure d'ordre est privé de sa liberté, cette suspension est interrompue de plein droit jusqu'à la date de mise en liberté de l'officier concerné, sans nouvelle notification à ce dernier. D'autre part, lorsque la suspension par mesure d'ordre est notifiée à un officier qui est en détention préventive, la prise d'effet de cette suspension est retardée de plein droit jusqu'à la mise en liberté de l'officier concerné, sans nouvelle notification à ce dernier. »

### MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2005 — 596

[S — C — 2005/07049]

**15 FEBRUARI 2005.** — Wet tot wijziging van de wetten van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de krijgsmacht, 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht en 12 juli 1973 betreffende het statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de krijgsmacht (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 18 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de krijgsmacht, vervangen bij de wet van 28 december 1990 en gewijzigd bij de wet van 22 maart 2001, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 18. § 1. Wanneer de Minister van Landsverdediging oordeelt dat de aanwezigheid van een officier in de krijgsmacht nadelig is voor de tucht of voor de goede naam van de krijgsmacht, kan hij, ambtshalve of op voorstel van de hiërarchische meerderen van de officier, deze laatste bij ordemaatregel schorsen.

De schorsing bij ordemaatregel is een voorlopige maatregel die geenszins van tuchtrechtelijke aard is.

§ 2. De betrokken officier wordt vooraf gehoord over de feiten die hem ten laste worden gelegd en mag zich laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze.

Hij wordt opgeroepen bij kennisgeving tegen ontvangstbewijs of bij ter post aangetekend schrijven, en wordt geacht gehoord te zijn geweest zelfs indien hij daar geen ontvangst van bevestigt, zodra bedoelde oproeping hem tweemaal werd voorgelegd.

Wanneer de materiële omstandigheden het horen van de officier voor de schorsing bij ordemaatregel onmogelijk maken of wanneer een toestand van hoogdringendheid dit rechtvaardigt, kan de Minister van Landsverdediging evenwel een officier bij gemotiveerde beslissing schorsen zonder hem gehoord te hebben. Deze laatste wordt onverwijld na de uitspraak van de schorsing gehoord. Wanneer de hoogdringendheid wordt ingeroepen vervalt deze schorsing na vijftien werkdagen, tenzij zij door de Minister van Landsverdediging binnen die termijn wordt bekrachtigd op grond van het dossier, met inbegrip van het horen van de betrokken officier.

§ 3. De duur van de schorsing bij ordemaatregel mag de drie maanden niet overschrijden.

Indien noodzakelijk, mits het naleven van de bepalingen van § 2, en op gemotiveerd verslag van de minister van Landsverdediging kan de schorsing, per periodes van drie maanden, door de Koning verlengd worden. De totale duur van de schorsing mag de twee jaar niet overschrijden.

Wanneer een rechtsvordering ingesteld wordt wegens de feiten die de schorsing motiveren, moet deze evenwel uiterlijk zes maanden na het einde van de rechtsvordering een einde nemen.

§ 4. Wanneer een bij ordemaatregel geschorste officier van zijn vrijheid wordt beroofd, wordt deze schorsing van rechtswege onderbroken tot de datum van invrijheidstelling van de betrokken officier, zonder nieuwe kennisgeving aan deze laatste. Anderzijds, wanneer de schorsing bij ordemaatregel wordt betekend aan een officier in voorlopige hechtenis, wordt de uitwerking van de schorsing van rechtswege uitgesteld tot de invrijheidstelling van betrokken officier, zonder nieuwe kennisgeving aan deze laatste. »

**Art. 3.** L'article 38<sup>quater</sup> de la même loi, inséré par la loi du 28 décembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 38<sup>quater</sup>. Pour l'avancement aux grades d'officier supérieur et général, tous les candidats de la même ancienneté qui ont été recommandés favorablement en même temps pour le grade dont ils sont titulaires, y compris les officiers visés à l'article 37, sont, sous réserve de l'application de l'article 35, censés posséder l'ancienneté du candidat de leur ancienneté nommé le premier à ce grade lorsqu'il y a des places vacantes, ou du candidat de leur ancienneté qui aurait été nommé s'il y avait eu des places vacantes. »

**Art. 4.** L'article 20 de la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées, remplacé par la loi du 28 décembre 1990 et modifié par les lois des 20 mai 1994 et 22 mars 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 20. § 1<sup>er</sup>. Lorsque le Ministre de la Défense estime que la présence d'un sous-officier dans les forces armées porte atteinte à la discipline ou au bon renom des forces armées, il peut, d'office ou sur proposition des chefs hiérarchiques du sous-officier, suspendre ce dernier par mesure d'ordre.

La suspension par mesure d'ordre constitue une mesure provisoire qui ne présente aucun caractère disciplinaire.

§ 2. Le sous-officier concerné est entendu au préalable au sujet des faits qui lui sont reprochés et peut être assisté de la personne de son choix.

Il est convoqué par notification contre accusé de réception ou par envoi recommandé à la poste, et est réputé avoir été entendu, même s'il n'en accuse pas réception, dès lors que ladite convocation a été présentée à deux reprises.

Toutefois, lorsque les circonstances matérielles rendent impossible d'entendre le sous-officier préalablement à sa suspension par mesure d'ordre ou lorsqu'une situation le justifie, le Ministre de la Défense peut suspendre sur décision motivée un sous-officier sans l'avoir entendu. Ce dernier est entendu sans délai après le prononcé de cette suspension. Lorsque l'urgence est invoquée, cette suspension cesse de produire ses effets après quinze jours ouvrables, à moins qu'elle ne soit confirmée endéans ce délai par le Ministre de la Défense sur la base du dossier, en ce compris l'audition du sous-officier concerné.

§ 3. La durée de la suspension par mesure d'ordre ne peut dépasser les trois mois.

En cas de besoin, moyennant le respect des dispositions du § 2, et sur décision motivée du Ministre de la Défense, la suspension peut être prolongée par périodes de trois mois. La durée totale de la suspension ne peut dépasser les deux ans.

Toutefois, lorsqu'une action judiciaire est intentée en raison des faits qui motivent la suspension, celle-ci doit prendre fin au plus tard six mois après la fin de l'action judiciaire.

§ 4. Lorsqu'un sous-officier suspendu par mesure d'ordre est privé de sa liberté, cette suspension est interrompue de plein droit jusqu'à la date de mise en liberté du sous-officier concerné, sans nouvelle notification à ce dernier. D'autre part, lorsque la suspension par mesure d'ordre est notifiée à un sous-officier qui est en détention préventive, la prise d'effet de cette suspension est retardée de plein droit jusqu'à la mise en liberté du sous-officier concerné, sans nouvelle notification à ce dernier. »

**Art. 5.** L'article 14 de la loi du 12 juillet 1973 relative au statut des volontaires du cadre actif des forces armées, remplacé par la loi du 28 décembre 1990 et modifié par la loi du 22 mars 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14. § 1<sup>er</sup>. Lorsque le Ministre de la Défense estime que la présence d'un volontaire dans les forces armées porte atteinte à la discipline ou au bon renom des forces armées, il peut, d'office ou sur proposition des chefs hiérarchiques du volontaire, suspendre ce dernier par mesure d'ordre.

La suspension par mesure d'ordre constitue une mesure provisoire qui ne présente aucun caractère disciplinaire.

§ 2. Le volontaire concerné est entendu au préalable au sujet des faits qui lui sont reprochés et peut être assisté de la personne de son choix.

**Art. 3.** Artikel 38<sup>quater</sup> van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 28 december 1990, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 38<sup>quater</sup>. Voor de bevordering tot de graden van hoofd- en opperofficier, worden alle kandidaten met dezelfde anciënniteit die tegelijk gunstig zijn aanbevolen voor de graad die zij bekleden, de in het artikel 37 bedoelde officieren inbegrepen, onverminderd de toepassing van artikel 35, geacht de anciënniteit te bezitten van de eerste in die graad benoemde kandidaat van hun anciënniteit wanneer er vacatures zijn, of van de kandidaat van hun anciënniteit die zou zijn benoemd indien er vacatures waren geweest. »

**Art. 4.** Artikel 20 van de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht, vervangen bij de wet van 28 december 1990 en gewijzigd bij de wetten van 20 mei 1994 en 22 maart 2001, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 20. § 1. Wanneer de Minister van Landsverdediging oordeelt dat de aanwezigheid van een onderofficier in de krijgsmacht nadelig is voor de tucht of voor de goede naam van de krijgsmacht, kan hij, ambtshalve of op voorstel van de hiërarchische meerderen van de onderofficier, deze laatste bij ordemaatregel schorsen.

De schorsing bij ordemaatregel is een voorlopige maatregel die geenszins van tuchtrechtelijke aard is.

§ 2. De betrokken onderofficier wordt vooraf gehoord over de feiten die hem ten laste worden gelegd en mag zich laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze.

Hij wordt opgeroepen bij kennisgeving tegen ontvangstbewijs of bij ter post aangetekend schrijven, en wordt geacht gehoord te zijn geweest zelfs indien hij daar geen ontvangst van bevestigt, zodra bedoelde oproeping hem tweemaal werd voorgelegd.

Wanneer de materiële omstandigheden het horen van de onderofficier voor de schorsing bij ordemaatregel onmogelijk maken of wanneer een toestand van hoogdringendheid dit rechtvaardigt, kan de Minister van Landsverdediging bij gemotiveerde beslissing een onderofficier schorsen zonder hem gehoord te hebben. Deze laatste wordt onverwijld na de uitspraak van de schorsing gehoord. Wanneer de hoogdringendheid wordt ingeroepen vervalt deze schorsing na vijftien werkdagen, tenzij zij door de Minister van Landsverdediging binnen die termijn wordt bekrachtigd op grond van het dossier, met inbegrip van het horen van de betrokken onderofficier.

§ 3. De duur van de schorsing bij ordemaatregel mag de drie maanden niet overschrijden.

Indien noodzakelijk, mits het naleven van de bepalingen van § 2, en bij gemotiveerde beslissing van de Minister van Landsverdediging kan de schorsing, per periodes van drie maanden, verlengd worden. De totale duur van de schorsing mag de twee jaar niet overschrijden.

Wanneer een rechtsvordering ingesteld wordt wegens de feiten die de schorsing motiveren, moet deze evenwel uiterlijk zes maanden na het einde van de rechtsvordering een einde nemen.

§ 4. Wanneer een bij ordemaatregel geschorste onderofficier van zijn vrijheid wordt beroofd, wordt deze schorsing van rechtswege onderbroken tot de datum van invrijheidstelling van de betrokken onderofficier, zonder nieuwe kennisgeving aan deze laatste. Anderzijds, wanneer de schorsing bij ordemaatregel wordt betekend aan een onderofficier in voorlopige hechtenis, wordt de uitwerking van de schorsing van rechtswege uitgesteld tot de invrijheidstelling van betrokken onderofficier, zonder nieuwe kennisgeving aan deze laatste. »

**Art. 5.** Artikel 14 van de wet van 12 juli 1973 betreffende het statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de krijgsmacht, vervangen bij de wet van 28 december 1990 en gewijzigd bij de wet van 22 maart 2001, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 14. § 1. Wanneer de Minister van Landsverdediging oordeelt dat de aanwezigheid van een vrijwilliger in de krijgsmacht nadelig is voor de tucht of voor de goede naam van de krijgsmacht, kan hij, ambtshalve of op voorstel van de hiërarchische meerderen van de vrijwilliger, deze laatste bij ordemaatregel schorsen.

De schorsing bij ordemaatregel is een voorlopige maatregel die geenszins van tuchtrechtelijke aard is.

§ 2. De betrokken vrijwilliger wordt vooraf gehoord over de feiten die hem ten laste worden gelegd en mag zich laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze.

Il est convoqué par notification contre accusé de réception ou par envoi recommandé à la poste, et est réputé avoir été entendu, même s'il n'en accuse pas réception, dès lors que ladite convocation a été présentée à deux reprises.

Toutefois, lorsque les circonstances matérielles rendent impossible d'entendre le volontaire préalablement à sa suspension par mesure d'ordre ou lorsqu'une situation d'urgence le justifie, le Ministre de la Défense peut suspendre sur décision motivée un volontaire sans l'avoir entendu. Ce dernier est entendu sans délai après le prononcé de cette suspension. Lorsque l'urgence est invoquée, cette suspension cesse de produire ses effets après quinze jours ouvrables, à moins qu'elle ne soit confirmée endéans ce délai par le ministre de la Défense sur la base du dossier, en ce compris l'audition du volontaire concerné.

§ 3. La durée de la suspension par mesure d'ordre ne peut dépasser les trois mois.

En cas de besoin, moyennant le respect des dispositions du § 2, et sur décision motivée du Ministre de la Défense, la suspension peut être prolongée par périodes de trois mois. La durée totale de la suspension ne peut dépasser les deux ans.

Toutefois, lorsqu'une action judiciaire est intentée en raison des faits qui motivent la suspension, celle-ci doit prendre fin au plus tard six mois après la fin de l'action judiciaire.

§ 4. Lorsqu'un volontaire suspendu par mesure d'ordre est privé de sa liberté, cette suspension est interrompue de plein droit jusqu'à la date de mise en liberté du volontaire concerné, sans nouvelle notification à ce dernier. D'autre part, lorsque la suspension par mesure d'ordre est notifiée à un volontaire qui est en détention préventive, la prise d'effet de cette suspension est retardée de plein droit jusqu'à la mise en liberté du volontaire concerné, sans nouvelle notification à ce dernier. »

**Art. 6.** Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de l'article 3 de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 février 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,  
A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

*Chambre des représentants.*

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 1351/1. — Amendements, n°s 1351/2 et 1351/3. — Rapport, n° 1351/4. — Texte adopté par la commission, n° 1351/5.

*Annales parlementaires.* — Texte adopté en séance plénière le 24 décembre 2004.

*Sénat.*

*Documents parlementaires.* — Projet de loi transmis par la Chambre, n° 975/1. Non évoqué.

Hij wordt opgeroepen bij kennisgeving tegen ontvangstbewijs of bij ter post aangetekend schrijven, en wordt geacht gehoord te zijn geweest zelfs indien hij daar geen ontvangst van bevestigt, zodra bedoelde oproeping hem tweemaal werd voorgelegd.

Wanneer de materiële omstandigheden het horen van de vrijwilliger voor de schorsing bij ordemaatregel onmogelijk maken of wanneer een toestand van hoogdringendheid dit rechtvaardigt, kan de Minister van Landsverdediging bij gemotiveerde beslissing een vrijwilliger schorsen zonder hem gehoord te hebben. Deze laatste wordt onverwijld na de uitspraak van de schorsing gehoord. Wanneer de hoogdringendheid wordt ingeroepen vervalt deze schorsing na vijftien werkdagen, tenzij zij door de Minister van Landsverdediging binnen die termijn wordt bekrachtigd op grond van het dossier, met inbegrip van het horen van de betrokken vrijwilliger.

§ 3. De duur van de schorsing bij ordemaatregel mag de drie maanden niet overschrijden.

Indien noodzakelijk, mits het naleven van de bepalingen van § 2, en bij gemotiveerde beslissing van de Minister van Landsverdediging kan de schorsing, per periodes van drie maanden, verlengd worden. De totale duur van de schorsing mag de twee jaar niet overschrijden.

Wanneer een rechtsvordering ingesteld wordt wegens de feiten die de schorsing motiveren, moet deze evenwel uiterlijk zes maanden na het einde van de rechtsvordering een einde nemen.

§ 4. Wanneer een bij ordemaatregel geschorste vrijwilliger van zijn vrijheid wordt beroofd, wordt deze schorsing van rechtswege onderbroken tot de datum van invrijheidstelling van de betrokken vrijwilliger, zonder nieuwe kennisgeving aan deze laatste. Anderzijds, wanneer de schorsing bij ordemaatregel wordt betekend aan een vrijwilliger in voorlopige hechtenis, wordt de uitwerking van de schorsing van rechtswege uitgesteld tot de invrijheidstelling van betrokken vrijwilliger, zonder nieuwe kennisgeving aan deze laatste. »

**Art. 6.** Het artikel 3 van deze wet treedt in werking op de door de Koning te bepalen datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 februari 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,  
A. FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

*Kamer van volksvertegenwoordigers.*

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp, nr. 1351/1. — Amendementen, nrs. 1351/2 en 1351/3. — Verslag, nr. 1351/4. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1351/5.

*Parlementaire Handelingen.* — Tekst aangenomen in plenaire vergadering op 24 december 2004.

*Senaat.*

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp overgezonden door de Kamer, nr. 975/1. Niet geëvoceerd.